

Le One Water Summit sur le chemin vers la Conférence ONU sur l'eau de 2026

Aujourd'hui, en marge de la COP16 de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, s'ouvre à Riyad le One Water Summit, un sommet de haut-niveau portant sur les enjeux de l'eau et organisé par la France, le Kazakhstan et la Banque mondiale, en partenariat avec l'Arabie Saoudite.

L'ambition du One Water Summit est de promouvoir des actions impactantes dans le domaine de l'eau en stimulant les partenariats entre États, organisations internationales, autorités locales, banques de développement et banques privées, entreprises, philanthropies, experts scientifiques, ONG et société civile, dans la lignée des précédents sommets One Planet.

Ce sommet est une étape intergouvernementale importante sur le chemin de la Conférence mondiale ONU de décembre 2026 qui fera enfin le point sur les objectifs mondiaux liés à l'eau, les 20 cibles des Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 concernant directement la gestion de l'eau.

Or, les progrès vers ces cibles sont très insuffisants, puisque :

- ⇒ 2.2 milliards de personnes n'ont pas d'accès satisfaisant à l'eau potable et 3,5 milliards n'ont pas accès à un assainissement satisfaisant. Ces nombres ne se réduisent annuellement que de 0,9% et 1,3%, des rythmes très largement insuffisants par rapport aux objectifs d'accès universel dans 6 ans.
- ⇒ Ces faibles progrès calculés en moyenne mondiale masquent des reculs dans de grandes parties du monde. En Afrique Sub-Saharienne et dans la moitié urbaine du monde, les nombres de personnes sans accès satisfaisant ne se réduisent pas et souvent augmentent.
- ⇒ Près de la moitié (42%) des eaux usées rejetées par les habitations se déversent encore dans l'environnement sans traitement satisfaisant de dépollution.
- ⇒ Aucun progrès n'a pu être mis en évidence sur la durabilité des ressources en eau ni sur la protection des écosystèmes hydriques.
- ⇒ La solidarité internationale manifestée par l'aide publique au développement (APD), est en baisse au niveau mondial, s'écartant de l'objectif mondial de l'ODD 6.a.

En particulier, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), les acteurs du secteur de l'EAH humanitaire (eau, assainissement et hygiène) n'ont pas la capacité de répondre à des besoins toujours plus importants. Les fonds humanitaires sont insuffisants pour y faire face, atteignant à peine 58 % des montants demandés pour les Plans de réponse humanitaire, alors que le nombre de personnes concernées augmente chaque année, passant de 80 millions en 2013 à 339 millions en 2023.

⇒ les travaux des COP sur les changements climatiques et la diversité biologique prennent des retards inquiétants.

Nous rappelons qu'une très forte accélération des actions de chaque pays vers les Objectifs de développement durable est nécessaire pour répondre aux besoins de nos sociétés.

Dans ce contexte où davantage d'actions liées à l'eau sont indispensables, les membres du PFE, dans toute leur diversité, se félicitent de l'organisation à haut niveau du One Water Summit qui intervient quelques semaines après la prise de poste de la 1^{ère} Envoyée spéciale des Nations unies sur l'eau, l'ambassadrice Retno Marsudi, et en amont de la 2^{ème} conférence des Nations unies sur l'eau de notre siècle qui aura lieu en décembre 2026.

Ces développements témoignent de la mobilisation de nombreux acteurs pour que les enjeux de l'eau soient mieux pris en compte dans les actions et politiques internationales. Vue l'ampleur des progrès à accomplir, si l'on veut atteindre un jour les 20 cibles liées à l'eau de l'Agenda 2030, ces grands rendez-vous devront s'accompagner d'une mobilisation accrue de l'ensemble des parties prenantes et de l'ensemble des secteurs pouvant agir pour la gestion durable des ressources en eau (agriculture, industrie, énergie, santé publique, villes, territoires, etc), dans la logique systémique de l'Agenda 2030.

L'heure n'est plus aux constats mais à la mobilisation de bien plus de moyens et à une meilleure coordination entre acteurs. Aux premières loges de ce qui est de plus en plus communément appelé la crise mondiale de l'eau, c'est cette mobilisation multi-acteurs et ces futurs partenariats que le PFE s'engage à promouvoir.



Le **Partenariat Français pour l'Eau (PFE)** est la plateforme des acteurs français de l'eau publics, privés et associatifs, actifs à l'international. Il porte depuis 17 ans un plaidoyer au niveau international pour **améliorer la prise en compte des enjeux liés à l'eau** dans les différentes actions et politiques et **favorise les échanges entre les savoir-faire français et ceux des autres pays**. Le PFE promeut avec ses membres des **messages collectifs relatifs à l'eau** dans des enceintes internationales telles que les Conférences sur l'eau des Nations Unies, les Forums Mondiaux de l'Eau, les COP Climat, Biodiversité et Désertification et les Forums politiques de haut-niveau sur les Objectifs de Développement Durable. Le PFE rassemble aujourd'hui **200 membres**, regroupés au sein de 6 collèges : • l'Etat et ses établissements publics ; • ONGs, associations et fondations ; • collectivités territoriales et parlementaires ; • acteurs économiques ; • institutions de recherche et de formation ; • personnes physiques françaises et étrangères.

